

**11 septembre 2009**

**Assemblée des Français de l'étranger**

*Extrait des débats :*

**Monsieur Olivier CADIC, membre élu de la circonscription de Londres**

Je voudrais vous remercier pour la façon dont vous avez traité ces deux personnes (référence aux deux personnes affectées par la fermeture du Bureau Emploi de Londres), puisque vous leur avez offert un emploi alternatif au sein du consulat, qu'ils ont finalement refusé. Il existait une solution. Il ne faut pas voir cela comme une faux. Une proposition de reclassement a été faite au sein de votre administration. Je voulais vous en remercier.

Toutefois, nous avons eu un problème sur Londres et tous nos collègues en ont été témoins, par le biais d'un échange entre deux groupes. En fait, il n'y avait pas eu de CCEFP à Londres depuis début 2008. S'agissant de Charles PEGUY, il convient de regarder comment le faire, mais cela nécessite un CCEFP pour l'analyser et il faut se poser la question du contenu, puisque cette association aide les jeunes qui arrivent un peu avec le sac sur le dos à Londres, qui cherchent à la fois un premier job et un logement. Nous sommes ici à la frontière de l'emploi et de l'action sociale.

*Monsieur le Président donne la parole à Monsieur Alain CATTÀ.*

**Monsieur Alain CATTÀ, directeur de la DFAE (Direction des Français à l'étranger)**

Merci, Monsieur le Président.

S'agissant de Londres, les décisions qui ont été prises concernant l'emploi, l'ont été à l'unanimité de notre commission nationale pour l'emploi, au mois de mars dernier. Effectivement, nous avons pris la décision qui n'a pas été facile, elle traînait depuis de nombreux mois, de privilégier Charles Péguy, face à une structure budgétivore et dont les résultats ramenés aux coûts du placement étaient absolument aberrants. Alors, je me félicite que ce soient en effet les quelque six cents ou six cent cinquante jeunes de Charles Péguy qui bénéficient d'une attention privilégiée de notre administration.

Ceci me permet de vous dire, Monsieur CADIC, que naturellement, notre nouveau consul général sera invité à suivre cette évolution, dans le cadre d'un comité pour l'emploi propre à la Grande-Bretagne.